

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19388 - 75ÈME ANNÉE

Intervention du représentant du Parti communiste cubain à la conférence idéologique internationale

«La Réunion partage beaucoup de défis avec Cuba, et une histoire politique»



Nelson Tamayo, représentant du Parti communiste cubain.

Lundi dernier à Saint-Denis s'est tenue la séance plénière de clôture de la conférence idéologique internationale organisée par le Parti communiste réunionnais dans le cadre de la célébration du 60e anniversaire de sa création. L'intervention des délégués étrangers a marqué cette journée. Le premier à prendre la parole fut le Parti communiste cubain, représenté par Nelson Tamayo, chargé de mission de

l'Ambassade de Cuba à Paris.

La dernière journée de la conférence idéologique internationale organisée le 28 octobre à la salle Candin à Saint-Denis a été l'occasion pour les délégations étrangères de partager leurs expériences avec le public réunionnais. Le Parti communiste cubain, représenté par Nelson Tamayo, fut le premier à prendre la parole.

Nelson Tamayo a tout d'abord donné lecture du message du Comité central du Parti communiste cubain à l'occasion du 60e anniversaire du PCR. Ce message de félicitation aux Réunionnais rappela aussi l'offensive néolibérale dans le monde pour faire échouer toute alternative. Elle se décline contre Cuba avec un durcissement opéré par les Etats-Unis pour renforcer le blocus subi par ce peuple



Philippe Yée Chong Tchi Kan remet un cadeau à Nelson Tamayo.

depuis bientôt 60 ans. Malgré cela, « nous continuerons à aller vers une société socialiste », rappelle le Parti communiste cubain qui dit aux Réunionnais : « nous sommes à vos côtés », et qui fait part de sa volonté de resserrer les liens avec le PCR. Le PCC rappelle que Cuba a des relations avec 197 Etats, que Cuba a 140 ambassades dans le monde et que La Havane accueille 120 représentations diplomatiques.

« Acquis de la révolution »

Nelson Tamayo a ensuite fait part de plusieurs « acquis de la révolution ». C'est tout d'abord la couverture santé pour toute la population. C'est également la coopération en matière médicale avec de nombreux pays, grâce aux médecins cubains qui sont en mission dans le monde. Ainsi, plus de 500 millions de personnes ont été

soignée par des Cubains, 50 millions de vie ont été sauvées grâce à eux, 34 millions de patients ont bénéficié d'une intervention en ophtalmologie. Ce sont au total 40000 coopérants cubains qui sont en mission dans le monde. 10 millions de personnes ont été libérés de l'analphabétisme et de l'illettrisme grâce à la méthode cubaine Yo si puedo.

A Cuba, « l'orientation reste socialiste », l'économie est planifiée, afin de permettre la croissance et l'autonomie des entreprises d'État. Ceci n'empêche pas la reconnaissance d'un secteur économique non-étatique. Nelson Tamayo signale les bonnes relations de Cuba avec la France, avec 200.000 visiteurs français par an.

Relations à approfondir

Le représentant du Parti communiste cubain a poursuivi son intervention par un hommage à Fi-

del Castro, et à ses propos saluant « ceux qui luttent ». « Fidel est présent dans chaque Cubain et dans chaque révolutionnaire », a-t-il rappelé.

« La Réunion partage beaucoup de défis avec Cuba, et une histoire politique », poursuit-il. Cette histoire politique commune a été notamment marquée par une visite en 1978 d'une délégation réunionnaise, avec comme point d'orgue une rencontre entre Fidel Castro et Paul Vergès.

Ce sont donc des relations à approfondir, « nous pouvons faire beaucoup de choses ». Et de conclure en appelant à « fortifier et consolider les liens d'amitié ».

M.M.

Edito

Route en mer : l'expertise indispensable pour sortir de la crise par le haut

Les partisans du chantier de Didier Robert viennent d'essayer un nouveau revers. En effet, l'Autorité environnementale a donné hier son avis sur une tentative désespérée de pouvoir terminer un jour le chantier de la route en mer, selon la solution technique privilégiée par la Région afin de satisfaire des intérêts de transporteurs au détriment de l'intérêt général. Ce dernier recours vise à obtenir malgré tout l'ouverture de la carrière de Bois-Blanc en l'intégrant dans le Schéma départemental des carrières actuellement en vigueur, et qui date d'avant le début des problèmes du chantier de la route en mer. L'Autorité environnementale a été claire, elle demande une expertise préalable. Compte tenu des atteintes sans précédent à l'environnement, et du fait des nuisances subies par des milliers de Réunionnais qui devraient subir les conséquences des explosions et du passage de camions chargés à bloc de galets, il y a bon espoir pour les Réunionnais que cette carrière n'ouvre pas. En tout cas, l'expertise ne pourra pas se faire en un jour, elle repousse donc d'un temps indéterminé le débat sur l'ouverture d'une carrière située à 50 kilomètres du chantier.

Force est de constater que le chantier de la route en mer est le projet qui, à juste titre, suscite la plus vive opposition dans l'histoire de notre pays. Il est en effet à l'origine des plus grandes manifestations pour la protection de l'environnement qui se tinrent à deux reprises à Bois-Blanc, avec à chaque fois la participation de milliers de personnes. Gageons que cette expertise inclura également le projet de réouverture de la carrière des Lataniers située à La Possession. En effet, les nuisances potentielles de Bois-Blanc concernent également les Lataniers, secteur très proche d'une ville en plein boom démo

graphique, à proximité d'équipements tels que des écoles.

Après ce nouvel échec infligé à Didier Robert et ses amis, souhaitons que le président de la Région Réunion entende enfin la voix de la raison. En tant que gestionnaire des deniers publics, il doit notamment veiller à ce qu'un projet d'aménagement de voie ne voit pas son coût exploser à un point tel que l'équilibre financier de sa collectivité soit menacé. Car dans ce cas, la sanction est très claire : c'est la mise sous tutelle par l'État, ce qui pour une collectivité de cette importance, dotée d'un budget de plus d'un milliard d'euros serait une première dans l'histoire de La Réunion.

Pour être à la hauteur de sa responsabilité, il appartient donc à Didier Robert de faire sienne la revendication d'une expertise technique, financière et environnementale du chantier. C'est ce que rappelle d'ailleurs une tribune libre du Collectif contre la digue publiée hier dans Témoignages : « nous voulons la transparence à travers cette tierce expertise que nous demandons, avec le CNPN, depuis 11 mois maintenant ! 11 mois perdus alors qu'elle aurait fait toute la transparence sur la meilleure façon de terminer cette NRL en prenant tous les facteurs en compte (délai, technique, financier, économique, social, humain et environnemental). Manifestement ils ont eu trop peur de cette transparence. Ils préfèrent continuer à faire leurs petits arrangements entre eux et dans la plus totale opacité ». Souhaitons que le président de la Région ait entendu cet appel, c'est la possibilité pour lui de contribuer à sortir de la crise par le haut.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

L'intersyndicale fait le bilan de la visite du président de la République et de la manifestation du 26 octobre

Emmanuel Macron à La Réunion : visite catastrophique sur le plan social et économique

L'intersyndicale a présenté hier son bilan de la visite du président de la République et de la manifestation organisée lors de sa venue. Les 8 organisations syndicales constatent l'attitude anti-démocratique du président de la République qui a refusé de rencontrer les représentants élus des salariés, et soulignent l'absence de la question sociale au détriment de la promotion de recettes qui ont conduit La Réunion dans la crise actuelle.

Ivan Hoareau (CGTR) décrit une visite catastrophique sur le plan social et économique. Le 1er novembre, la contre-réforme de l'allocation chômage va aggraver la situation. L'urgence sociale frappe à la porte et Emmanuel Macron parle d'une vision indo-pacifique. Cette sursécurisation est un problème.

Durant la visite officielle, les relations du président de la République avec les syndicats ont été inadmissibles. Cela montre un profond mépris des organisations syndicales. Par exemple, le président de la République a reçu deux fois le conseil consultatif citoyen mais n'a pas répondu à la demande d'audience des 8 syndicats.

Le 26 octobre, date de la grève générale et du défilé à Saint-Denis, la fermeture de la route du littoral avait pour objectif de gêner la manifestation, constate le secrétaire générale de la CGTR. Sur la vie chère, Emmanuel Macron renvoie à la concurrence alors que c'est un petit territoire, poursuit-il. «Nous allons continuer à travailler pour une unité d'action. L'aggravation des inégalités sociales, de la pauvreté, inévitablement il y aura des mouvements sociaux, per-

sonne n'en connaît la forme et personne ne sait quelle sera la place des organisations syndicales dans ce mouvement».

Destruction des outils de solidarité

Pour Marie Hélène Dor (FSU), c'est une visite inutile. «Un charabia marketing à la NORDEV, avec une éloge des recettes éculées qui ne marchent pas. Il s'est offert une visite des pauvres avec les Camélias mais pas trop de presse et de jolies photos. Cette communication puérile est indigne», précise la dirigeante de la FSU. Voici quelques mois, Macron faisait adopter une loi de destruction des outils de solidarité : promotion des recrutements précaires, privatisation. On saborde des services publics indispensables à La Réunion. «116000 illettrés est un problème qui date. Et le gouvernement dit «vive le tout numérique», c'est exactement la même chose que de fermer un hôpital, c'est le problème de l'accessibilité qui est posé», conclut-elle.

Le représentant du SGEN-CFDT rappelle que le dialogue social a son importance. Nous sommes sur un coût de la vie excessif à La Réunion. La CFDT dénonce une campagne de communication. «S'il était attaché à La Réunion, il aurait dans son agenda bien en amont fixé un rendez-vous avec les représentants élus des travailleurs. Cette démocratie n'est pas respectée. Nous aurions pu échanger sur nos revendications, une plate-forme commune», indique-t-il. «Le problème des revenus est posé, une ex-

tension des conventions collectives pourrait améliorer le pouvoir d'achat. Tout cela était inscrit dans la plate-forme que nous n'avons pas pu remettre au président de la République. Mais Emmanuel Macron aggrave la fracture sociale. C'est du mépris total».

«Jeunesse désespérée»

Eric Marguerite (FO) note que «nous avons fait ce qu'il fallait pour avoir cette rencontre qui n'a pas eu lieu. Le président de la République est venu dans un climat tendu, avec un taux de chômage et de pauvreté qui ne peut normalement laisser personne indifférent. Les incidents et la violence sont le reflet d'une jeunesse désespérée qui n'a pas de perspective d'avenir. C'est un appel à ceux qui nous gouvernent».

«Sur le plan social, se pose la question de la mise en œuvre du plan Petrel», car ce sont toujours les mêmes recettes qui ne répondent pas à la situation sociale.

Didier Debals (SAIPER) souligne que «le président n'avait pas l'intention de rencontrer les organisations syndicales». Il dénonce la répression du rassemblement organisé à la sortie de l'aéroport le jour de l'arrivée du chef de l'État : «150 policiers pour 100 manifestants qui ont été gazés. C'était irresponsable et cela explique les réactions des jeunes par la suite». «Les syndicats, les gilets jaunes, les jeunes et les journalistes ont dit non à Macron qui parle aux entrepreneurs, notamment indien, mais pas aux salariés».

Déclaration transmise à l'Élysée

Pour M. Hoarau (CFTC) : « dans un territoire sinistré, la problématique sociale n'a pas été abordée. Nous sommes dans le futur avec Choose Reunion ». La CFTC regrette « ce manque de respect du président de la République. L'intersyndicale adressera une déclaration au chef de l'État la déclaration qu'elle comptait lui remettre ». La formation a été absente, car ouvrir La Réunion impose de former ceux qui partiront travailler ailleurs dit en substance la CFTC. Les moyens partent pour les entreprises, mais pas pour les travailleurs avec à la clé un manque d'information et de projection sur laquelle les syndicats peuvent s'appuyer.

Eric Chavriacouty (UNSA) constate que « le président est venu avec ses réponses, la population est restée avec ses préoccupations et ses questions : pouvoir d'achat, travail, lutte contre la pauvreté. Tout ce qui devait être au cœur de cette visite a été relégué en annexe ».

Max Banon (CGTR) appelle la population à répondre à Emmanuel Macron. Il souligne aussi l'importance pour les Réunionnais de travailler à des revendications communes qui peuvent s'inscrire dans un projet partagé. Max Banon estime que ce travail sur un projet devient de plus en plus urgent.

En conclusion, Ivan Hoareau rappelle la volonté d'unité syndicale sur les questions de territoire : « nous n'avons pas le choix ».

M.M.

Réglementation européenne sur l'exportation des fruits

Les élus communistes veulent la levée du double-contrôle des fruits péi



Michèle Caniguy.

A l'occasion de l'Assemblée plénière du Département, de ce 30 octobre, Michèle Caniguy, présidente du « Groupe Ensemble pour un développement durable solidaire et responsable » a lu une motion contre le double-contrôle des exportations de fruit péi vers l'Europe.

En effet, chaque année près de 2 000 tonnes de fruits réunionnais ont exportés, dont 40% ont lieu en fin d'année avec l'envoi de mangues, letchis, et bananes. Or la mise en place de contrôles supplémentaires imposés par l'application d'un règlement européen, aux arrivées et départs de fruits à partir du 14 décembre, remettra en question une des principales filières de l'agriculture réunionnaise.

Ainsi, cette dernière et son collègue René Sotaca ont assuré que « cette nouvelle réglementation phytosanitaire européenne rendrait quasiment impossible les envois de fruits dans les colis postaux ».

Pour eux, « cette mesure va porter

atteinte à la structure économique réunionnaise, et condamner les exportations et aura un impact négatif sur l'emploi à La Réunion, qui fait déjà face à un taux de chômage de 30% ».

Raisons pour lesquelles, les élus ont rappelé à l'assemblée que « La Réunion fait partie de l'Union européenne, et nos agriculteurs respectent déjà les normes en vigueur et font face à des frais financiers supplémentaires ».

Ils demandent au Département de La Réunion de « s'engager pleinement en faveur des producteurs et des expressistes réunionnais, afin de les aider et les soutenir dans leurs revendications ». D'ailleurs, la majorité a présenté une motion concernant cette nouvelle réglementation européenne, demandant à l'Etat « la mise en œuvre des revendications des acteurs du secteur agricole ».

Le groupe majoritaire a également demandé le renforcement de la lutte contre les pratiques illégales autour des fruits car il s'agit d'une « risque sanitaire réel, en mobilisant des moyens adaptés » au territoire réunionnais.

Otè

I fo bien in zour dan l'ané pou bien mazine nout bann zansète mor antéré san sépiltir. (morso niméro 1)

L'ané 2010 Paul Vergès la fini son dèrnyé manda présidan konsèye réjyonal. Dann tan-la si zot i rapèl l'avé in gran sobat koz dsi la mézon bann sivilizasyon (MCUR). L'avé galman in gran sobatkoz dsu lo sor bann zésklav avan lo labolisyon. L'èrla, nout kalmarad, mor zordi l'avé komans parl an piblik dsi bann zésklav mor antéré san sépiltir. Si zot i rapèl bien l'avé in bann kriyèr d'nuite - pou moin bann révizyonis listoir La Rényon - téi ansèrv tout bann gran médyà pou dénon bann zidé Paul Vergès dsu nout listoir, donk bann zidé nout parti, épi sète la plipar d' moun onète téi krin pa d'rogard la vérité an fas.

Bon ! Zot va dir amoin : pou kosa an parl ankòr zordi bann bataye lé déyèr nou - Bann bataye-la lé déyèr nou ? Antansyon pangar zot la pa déyèr nou ditou, zotlé ankòr la, an parmi nou, apré diviz anou, apré konm ki diré mont lé z'inn kont lé zot, lé z'inn manipulè par bann zidé réaksyonèr, lé zot apré réklam la vérité ou nout pèp, pou son pasé, pou soufrans li la siporté, pou tout dézagréman li l'amenn avèk l i dopi dé tan é dé tan. Bataye-la, li lé pa déyèr nou, mèm si l port dsi nout listoir li lé bien prézan, li lé bien aktyèl.

A ! ziska zordi néna désèrtin i anparl lésklavaz vizaz imin pou La Rényon - sak té inimin la spass an déor, pa isi shé nou. Lésklavaz vizaz imin La Rényon ? Non, pa ditou, lésklavaz avèk son vizaz monstré konm partou kan néna zésklavaz. Bann zésklav kontan par raport lo sor téi rézèrv pou zot ? Pa ditou, pars bann zésklav lété an lite kont loprésyon, la dominsayon épi l'abèsman l'moun. Zésklav soumi ? Sa i aran j désèrtin mé la pa la vérité. Zésklav maron oui ! Zésklav konbatan, oui ! Zésklavine té i avort pou pa gingn zanfan zésklav oui ! Suisid zésklav, oui ! Zésklav bien antéré dann simetyèr avèk la sérémoni k'i fo, la véyé k'i fo, la bédikssyon rolizyèz ? Pa pou toulmoun. Pa ditou pou toulmoun.

Justin